

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° II-CD55

présenté par

Mme Panot, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Taurine, Mme Fiat,
M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin et M. Ruffin

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	16 150 000
Affaires maritimes	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	16 150 000	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	0	0
TOTAUX	16 150 000	16 150 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le week-end du 2 octobre dernier, la tempête Alex a violemment frappé le département des Alpes Maritimes. Le bilan humain s'élève aujourd'hui à au moins 6 morts, 9 personnes disparues et 13 supposées disparues. Le coût financier dépasse déjà le milliard d'euros, et de nombreux foyers sont toujours sinistrés. Ces phénomènes aux conséquences dévastatrices vont se produire plus fréquemment à cause du changement climatique, un rapport de l'ONU le précisait encore très récemment.

En France, Météo France s'avère extrêmement précieux pour modéliser et évaluer avec une grande précision la force de ces événements. Nous avons donc plus que besoin de cet opérateur aujourd'hui. Mais que fait l'État face à cela ? Il supprime des postes. 323 ETP en moins sur trois ans à Météo France entre 2017 et 2020, et encore 95 en voie de suppression en 2021. Certes, le budget de Météo France augmente cette année, mais les chiffres sont trompeurs : sur les 13 millions d'augmentation, il y a en réalité 18 millions accordés à la recherche spatiale, tandis que l'expertise géographique et météorologie en perd 4,7 !

Cela nous est insoutenable. Il faut absolument renforcer les opérateurs comme Météo France. C'est pourquoi, par le biais de cet amendement, nous proposons, en comptant 50 000 € par emploi sur les 323 supprimés depuis 3 ans, de ponctionner 16 150 000 € à l'action 52 Transport aérien du programme 203 Infrastructures et services de transports pour abonder l'action n° 10 « Gouvernance », évaluation, études et prospective en matière de développement durable » du programme 159 Expertise Information géographique et météorologie à destination de Météo France.